Les pieds-noirs en 1973, le tournant mémoriel ?

Abderahmen Moumen

▶ **To cite this version:**

Abderahmen Moumen. Les pieds-noirs en 1973, le tournant mémoriel ?. Hommes & migrations, 2020, 10.4000/hommesmigrations.11438 . hal-03165154

HAL Id: hal-03165154
https://hal.science/hal-03165154

Submitted on 15 Apr 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les pieds-noirs en 1973, le tournant mémoriel ?
Historien, chercheur associé à l'UMR TELEMMe (Aix-Marseille Université)

La volonté des pieds-noirs d'assurer en France la transmission de leur culture, marquée par la mémoire de l'exil, se cristallise en 1973 dans la création du Cercle algérianiste, une association de rapatriés d'Algérie à caractère culturel.

Au début des années 1970, Pierre Baillet, qui a soutenu une thèse sur les rapatriés d'Algérie en France[1], conclut que *« l'intégration des Français d'Algérie à la communauté nationale apparaît pratiquement achevée. Malgré les ressentiments légitimes et semblables, à ceux que les Français nourrissent pour d'autres problèmes, les pieds-noirs sont pleinement intégrés, dans leur grande majorité à la vie métropolitaine[2] »*, insistant aussi sur leur apport réel et positif à la France. Aux doléances des associations revendicatives de rapatriés envers les pouvoirs publics, récurrentes depuis 1962, s'ajoutent en 1973 de nouveaux enjeux mémoriels et identitaires, symbolisés par la création du Cercle algérianiste et la ferveur du pèlerinage de Notre-Dame de Santa-Cruz, mouvement qualifié de « nostalgérie ». Néanmoins, pour certains pieds-noirs, la guerre d'Algérie n'est toujours pas terminée, et l'association « fellagha »/immigré algérien s'affirme.

Le cercle algérianiste, sauver la mémoire et la culture des Français d'Algérie

Avec l'arrivée massive de centaines de milliers de pieds-noirs[3], des associations, telles que l'Association nationale des Français d'Afrique du Nord, d'Outre-mer et leurs amis (ANFANOMA)[4] ou le Front national des rapatriés (FNR)[5], se présentent comme représentants des intérêts de ce groupe social. Les principales revendications sont alors l'obtention d'une indemnisation, la promulgation de l'amnistie pour les militaires putschistes et les anciens de l'Organisation de l'armée secrète (OAS), la recherche des disparus. Parallèlement, sont aussi créées des amicales ou des associations dont le caractère culturel demeure la principale activité. Néanmoins, la création du Cercle algérianiste est révélateur des nouvelles aspirations d'une partie des pieds-noirs.

Le Cercle algérianiste est officiellement constitué à Toulouse le 1er novembre 1973[6]. Cette création est l'œuvre d'une dizaine de jeunes pieds-noirs rapatriés d'Algérie, dont Maurice Calmein, qui devient le premier président de cette association. Ce dernier, venu en France en 1960 à l'âge de douze ans puis étudiant à Toulouse, adhère très rapidement aux associations de jeunes pieds-noirs et crée la section jeunes du FNR. Les divisions des associations de rapatriés le poussent, avec d'autres, à créer une association de rapatriés d'Algérie à caractère culturel. Il s'agit, pour ces « nostalgériques », de « *faire survivre une province française disparue géographiquement mais toujours vivante dans un peuple d'un million d'âmes, une culture originale née au carrefour des différentes civilisations qui firent l'Algérie, une histoire, une langue en création, une façon d'être »*[7]. Vis à vis des autres associations, le Cercle algérianiste, aux ambitions nationales, tient à s'affirmer comme complémentaire et non concurrent.

---

[1] Pierre Baillet, *Les rapatriés d'Algérie en France*, Doctorat de 3e cycle, Paris-Nanterre, 1974, 193p.

[2] Pierre Baillet, « Les rapatriés d'Algérie en France », in *La Documentation française, Notes et études documentaires,* 29 mars 1976, p.62.

[3] Près de 180 000 entre 1958 et 1961, 650 000 en 1962, plusieurs dizaines de milliers d'autres tout au long des années 1960.

[4] Association créée des 1956 par des rapatriés du Maroc.

[5] Devenue ensuite Fédération nationale des rapatriés.

[6] La déclaration au *Journal officiel* a néanmoins été réalisée avant cette date.

[7] Maurice Calmein, *Les associations Pieds-Noirs 1962-1994*, Paris, éd. SOS Outre-Mer, 1994, p. 101.

Dès le départ, l'orientation du Cercle algérianiste est portée sur la culture. Les fondateurs de l'association reprenaient en cela le terme d'algérianiste. Pour eux, *« le mot n'est pas nouveau. Il fut inventé en 1920 par Jean Pomier et Robert Randau, écrivains Algériens-Français qui s'attachèrent à définir les premiers contours de cette culture naissante d'Algérie. Si le terme "pied-noir" demeure le plus approprié pour désigner l'ensemble de notre communauté et doit rester l'étendard dressé face aux vents néfastes de l'histoire, l'expression algérianiste apparaît comme un qualificatif de militantisme, de volonté et d'identité culturelle*[8] *»*. Récusant le terme juridique « rapatrié », l'algérianisme est, selon eux, une culture d'avenir garante de leur identité pied-noir. L'obsession de la disparition d'une prétendue identité est ici sous-jacente, influençant grandement le choix de leur devise : « Sauver une culture en péril », la culture pied-noir vit encore, malgré l'exil et la perte d'une terre. Elle vit toujours dans des pratiques quotidiennes, dans les conversations et dans la mémoire. Cependant, elle est en danger. Ainsi, en 1973, quelques mois après la création officielle du Cercle algérianiste, un manifeste est publié et envoyé à plus de mille associations et personnalités de la communauté pied-noir : « *Nous créons un Cercle algérianiste pour sauvegarder de l'oubli et du néant le peu qui nous reste de notre passé magnifique et cruel*[9]. » Dans ce manifeste, à l'évocation nostalgique de l'Algérie, et plus précisément de l'Algérie française, le ressentiment est fortement présent. Le sentiment de « trahison » de la France qui a abandonné l'Algérie est encore dans leurs esprits. Sauver la mémoire des pieds-noirs, sauver la mémoire de l'Algérie française, *« protester contre l'histoire officielle de la présence française en Algérie telle que la présentent ceux-là même qui nous ont acculés à l'exil*[10] *»* deviennent les objectifs à atteindre. Dans le même mouvement mémoriel, en 1974, est aussi créé le Centre de documentation historique sur l'Algérie (CDHA) à Aix-en-Provence, avec comme objectifs de **«** *rechercher, rassembler, répertorier, conserver et faire connaître la documentation sous toutes ses formes et dans tous les domaines (histoire, littérature, arts, sciences, etc.) concernant l'Afrique du Nord avant et pendant la présence française ainsi que les suites de cette présence* »**.**

Notre-Dame de Santa-Cruz, un pèlerinage de mémoire

Ce tournant mémoriel est aussi symbolisé par l'affirmation des pèlerinages liés à la mémoire pied-noir, à l'instar du pèlerinage de la vierge de Santa-Cruz. Depuis 1850 en Algérie, ce pèlerinage était effectué par les Oraniens, ces habitants de l'Oranie, en remerciement des miracles qu'aurait produits la Sainte-Vierge[11]. Ce pèlerinage s'est ensuite perpétué à Nîmes, désignée dorénavant « Oranîmes ». Des pieds-noirs, fuyant l'Algérie en 1962, s'installent dans cette ville dans le quartier Mas de Mingue (anciennement Courbessac), avec ses logements HLM spécialement construits à leur intention en septembre 1963. Environ 95 % des 1 200 personnes qui y furent logés étaient originaires d'Oranie. L'espagnol, mêlé de français et d'arabe, constituait la langue vernaculaire. La reconstruction d'une sociabilité typiquement oranienne ressurgissait ainsi.

Selon Michèle Baussant, l'idée d'une renaissance à Nîmes du pèlerinage d'Oran provient *« de la rencontre entre deux laïcs oranais et le père Hébrard, touché par la détresse et le désarroi des nouveaux arrivants, naquit* [ainsi] *l'initiative de réunir tous les transplantés d'Algérie sous le vocable de la vierge*[12] *»*. Le 5 novembre 1963 est créée l'association des Amis de

[8] Maurice Calmein, *op cit*., p. 101.

[9] « Manifeste du Cercle Algérianiste », in *Le Cercle Algérianiste*, mars 1985.

[10] « Manifeste du Cercle Algérianiste », *op.cit*.

[11] En 1849, une épidémie de choléra s'abat sur l'Oranie. Une procession religieuse avec en tête la statue de la Vierge est organisée pour demander son aide. Une pluie diluvienne tombe à la suite de la cérémonie entraînant une diminution sensible du nombre de victimes. En remerciement, une chapelle dédiée à la Vierge fut ainsi érigée à Oran.

[12] Michèle Baussant, *Pieds-noirs, mémoires d'exils*, Paris, Stock, 2002, p. 22.

Notre-Dame de Santa-Cruz. Un terrain est choisi pour l'édification du sanctuaire à proximité immédiate du quartier. Le 10 mai 1965, avec les accords de l'évêque d'Oran et de l'évêque de Nîmes, l'une des statues de la Vierge de Santa-Cruz quitte Oran pour Nîmes. Le 19 mai 1966, la première pierre du sanctuaire est posée en même temps qu'eut lieu le premier pèlerinage de l'Ascension. Plusieurs milliers de pèlerins firent le déplacement. Les dons affluent de toute la France pour la construction complète du sanctuaire. Pour obtenir des dons plus facilement, la vierge de Santa-Cruz effectue un tour du Sud de la France en juillet 1967, dans les régions où les rapatriés sont fortement implantés : Marseille, Perpignan, Port-Vendres, Toulon, Nice et même Alicante en Espagne. Ainsi, au fil des ans, la vierge de Santa-Cruz attire de plus en plus de pèlerins : des quelques milliers de 1966, en passant par les dix-huit mille de 1967, le pèlerinage atteint très rapidement plusieurs dizaines de milliers de personnes au début des années 1970. Le 31 mai 1973, le sanctuaire fut inauguré symboliquement par Monseigneur Lacaste. Evêque d'Oran de 1946 à 1972, il quitte définitivement l'Algérie pour la France le 31 janvier 1972 et devient l'évêque « du diocèse de la dispersion ». Au temps des pèlerinages de mémoire, apparaît aussi le temps de la mémoire de pierre, avec l'inauguration de mémoriaux partout en France. En 1973 est ainsi inauguré à Nice le Mémorial national des rapatriés édifié avec l'inscription suivante : « *1830-1962. Passant, souviens-toi qu'il y eut une Algérie française et n'oublie jamais ceux qui sont morts pour elle*. »

Du « fellagha » à l'immigré algérien, une mémoire en guerre ?

Si certains pieds-noirs demeurent dans les associations de revendications ou s'orientent vers la mémoire et le souvenir de leur Algérie, d'autres poursuivent le combat pour l'Algérie française. Au « fellagha » du temps de la guerre d'indépendance algérienne se substitue l'immigré algérien installé en France.

La politisation des rapatriés, en fonction d'une mémoire traumatique, était déjà en marche avec la candidature de Jean-Louis Tixier-Vignancour aux élections présidentielles de 1965. Le Front national (FN) est créé en 1972. Les politistes Nona Mayer et Pascal Perrineau[13] indiquent ainsi que la filière « rapatriée », et en particulier les anciens de l'OAS[14], représente une des trois composantes du nouveau parti d'extrême droite, escomptant la séduction de cette clientèle électorale. Ainsi, en 1973, lors des élections législatives, le programme du FN intitulé « Défendre les Français » propose la dénonciation des Accords d'Évian et l'indemnisation des rapatriés. Apparaissent les premiers visages des nouveaux candidats frontistes, dont certains pieds-noirs à l'instar de Roland Soler[15] à Marseille[16].

1973 est marquée par la « flambée raciste »[17], et plus particulièrement anti-algérienne, à Marseille avec l'implication de pieds-noirs pour qui les immigrés algériens doivent être chassés, comme eux l'auraient été en 1962. Suite au meurtre d'un traminot marseillais par un déséquilibré algérien, des Algériens sont agressés ou assassinés. Le 26 août 1973, Gabriel Domenech, rédacteur en chef du *Méridional-La France*, ouvertement en faveur de l'Algérie française, publie une virulente diatribe contre les Algériens en France. Il fustige l'indépendance algérienne « *qui ne leur a apporté que la misère* ». Le 14 décembre 1973, l'attentat contre le consulat de Marseille qui fait 4 morts et 18 blessés est revendiqué par le Groupe d'action du Club Charles Martel. Dans le tract retrouvé sur place, le contenu est

[13] Nona Mayer, Pascal Perrineau, *Le Front national à découvert*, Paris, Presses de Sciences politiques, 1996.
[14] Roger Holeindre et Pierre Sergent en sont les exemples les plus notoires.
[15] Il est alors président de l'amicale des Oraniens.
[16] Sur le comportement politique des pieds-noirs et le « vote pied-noir » : Emmanuelle Comtat, *Les pieds-noirs et la politique, Quarante ans après le retour*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, 320p. ; Eric Savarèse, « Un regard compréhensif sur le "traumatisme historique". À propos du vote Front national chez les pieds-noirs », in *Pôle Sud*, vol. 34, n° 1, 2011, pp. 91-104.
[17] Yvan Gastaut, « La flambée raciste de 1973 en France », in *Revue européenne des migrations internationales*, 1993, pp.61-75.

ouvertement anti-algérien en faisant référence à la guerre d'Algérie : *« Il y a en France 3 300 000 Arabes. Tel est le chiffre estimé par les services du ministère de l'Intérieur. Il est loin des 750 000 de Pompidou que d'ailleurs personne ne croit. Quantitativement jamais la France n'a subi pareille invasion. (...) Qualitativement, l'occupation arabe, ou plutôt nord-africaine, est une catastrophe par contagion pourrissante tous azimuts. Notre pays, jadis colonisateur, est maintenant colonisée grâce à l'imprévoyance et surtout la lâcheté de nos élites (...) Français imitez les Algériens qui nous ont expulsés par la violence. IMITEZ LE FLN. Plastiquez les mosquées, les bistrots, les commerces arabes. Abattez ces occupants avant qu'ils n'aient tous les droits sur nous […]*[18] *»*. Pour la sociologue Rachida Brahim, il ne s'agit néanmoins pas d'une parenthèse, mais de la continuité d'une violence anti-algérienne, émanant d'un réseau composé d'anciens membres de l'OAS, d'anciens harkis et de pieds-noirs, toujours opposés à l'indépendance algérienne, un « *avatar de la guerre d'Algérie par-delà l'indépendance*[19] ».

1973 constitue, pour les pieds-noirs, un tournant mémoriel manifeste ou en tous les cas un jalon important vers la prégnance des enjeux mémoriels. Vingt ans plus tard, le Cercle algérianiste, avec ses cercles locaux dans toute la France, devient l'association la plus importante dans le paysage associatif rapatrié. La transmission de la mémoire est alors devenue la principale préoccupation de ces militants. En 2019, c'est dans les mêmes dispositions que le CDHA inaugure le Conservatoire national de la mémoire des Français d'Afrique du Nord, en rassemblant une foule immense. Les revendications matérielles ont ainsi laissé place aux rassemblements de mémoire. Mais ces enjeux mémoriels s'immiscent – voire sont instrumentalisés – dans les enjeux politiques avec la présence systématique, lors de scrutins nationaux et parfois locaux, de la question des rapatriés d'Algérie.

[18] Serge Dumont, *Les Brigades noires. L'extrême droite en France et en Belgique francophone de 1944 à nos jours*, Berchem, EPO, 1983, p. 165.

[19] Rachida Brahim, « L'antiracisme politique à Marseille, 1968-1983 », in Olivier Fillieule, Isabelle Sommier (dir.), *Marseille années 68*, Presses de Sciences Po, 2018, p.348.